

D É C R E T

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Des 16 & 18 Mai 1791,

*Sur l'organisation de la régie des droits
d'enregistrement, et autres réunis.*

TITRE PREMIER.

*De l'organisation de la régie des droits d'enregistrement,
& autres réunis.*

ARTICLE PREMIER.

LA régie des droits d'enregistrement, timbre, hypothèques & des domaines nationaux, corporels & incorporels, sera confiée à une seule administration, aux conditions suivantes.

A

II. Le nombre des administrateurs sera de douze ; ils seront tenus de résider à Paris , & de tenir des assemblées pour l'expédition des affaires de la régie. Ils tiendront registre de leurs délibérations qui seront signées des membres présens.

III. Les administrateurs seront sous la surveillance & les ordres du pouvoir exécutif ; tous les employés, nécessaires à la perception & regie des droits , seront sous les ordres des administrateurs.

IV. Il sera établi une direction, dans chaque département , suivant l'état annexé au présent. Toutes les anciennes directions des droits de contrôle & des domaines corporels , sont supprimées.

V. Il y aura , par chaque direction & sous la surveillance & les ordres du directeur , un inspecteur & un vérificateur ; & en outre , pareil nombre d'inspecteurs & vérificateurs qui seront envoyés par les administrateurs dans les directions où ils le jugeront utile.

VI. Il sera établi , dans chaque direction , un garde-magasin , un contrôleur du timbre , un receveur du timbre extraordinaire , un timbreur & un tourne-feuille , & de plus dans les villes où le besoin du service l'exigera , d'autres receveurs du timbre extraordinaire , timbreurs & tourne-feuilles , sous la surveillance du receveur de l'enregistrement.

VII. Les bureaux de correspondance seront en nombre égal à celui des administrateurs , & il sera de

plus formé un bureau pour la suite des recettes, dépenses & de la comptabilité générale.

VIII. Chaque bureau de correspondance près la régie centrale, sera composé d'un directeur, un sous-directeur, un premier commis, un vérificateur des comptes, un commis principal & quatre commis expéditionnaires.

IX. Il y aura, dans tous les départemens & districts, & dans les cantons où le besoin du service l'exigera, des receveurs particuliers.

X. Chaque receveur particulier sera tenu de fournir un cautionnement en immeubles de la valeur du quart du montant présumé de la recette, sans que les cautionnements de ces receveurs puissent excéder 40,000 l.

Les vérificateurs fourniront un cautionnement de 10,500 liv.

Les inspecteurs, de 40,000 l.

Les directeurs, de 10,000 l.

Les administrateurs, de 60,000 l.

Les garde-magasins & receveurs du timbre extraordinaire, de 6,000 liv., sauf dans les directions de première & seconde classe, où il sera du double.

Ceux qui ont précédemment fourni des cautionnements en espèces, en seront remboursés après qu'ils auront fourni les cautionnements en immeubles fixés pour leurs emplois, sans pouvoir exiger d'intérêt de leurs fonds de cautionnement à compter du premier juillet prochain.

TITRE II.

Des fonctions des divers employés de l'administration.

XI. Les receveurs particuliers seront assidus à leurs bureaux quatre heures le matin & quatre heures l'après-midi, & les heures des séances seront affichées à la porte du bureau; ils feront sur leurs registres qu'ils arrêteront jour par jour, l'enregistrement de tous les actes sujets à la formalité, à mesure qu'ils leur seront présentés, la perception & recette de tous les droits établis par les décrets de l'Assemblée nationale, soit pour enregistrement, hypothèque, timbre ou autres droits qui pourront y être réunis ainsi que la régie & perception des revenus des domaines corporels & incorporels dans l'étendue de leur arrondissement; ils feront les vérifications autorisées par l'article IV du décret du 5 décembre 1790, & rapporteront des procès-verbaux des contraventions; ils seront tenus d'enregistrer sur-le champ toutes les recettes par eux faites, & d'en compter aux époques ordinaires, à la déduction de leurs remises.

XII. Les vérificateurs feront toutes les vérifications & recherches qui tendront à la conservation des droits confiés à l'administration, ou qui pourront y être réunis; à cet effet ils se transporteront dans les bureaux ou dépôts publics, sur les ordres qui leur seront donnés par les directeurs ou par les administrateurs;

releveront les perceptions vicieuses, soit pour réclamer, dans le délai, le moins-perçu, ou rendre ce qui aura été induelement exigé; se feront représenter les comptereaux arrêtés par les inspecteurs, & les conféreront avec les registres, pour s'assurer de l'exactitude des uns & des autres, prendront des extraits des actes civils ou judiciaires, pour s'assurer, en les confrontant avec les enregistrements, de la fidélité des receveurs; releveront les successions directes & collatérales: auquel effet, tous depositaires ne pourront refuser de leur communiquer les registres, minutes & les extraits de sépultures, & ils pourront prendre communication au secrétariat du district, des rôles, matrices des contributions directes, en conformité de l'article XX du décret du 5 décembre dernier; & ils suivront le recouvrement de tous les droits exigibles, soit qu'ils dépendent de l'enregistrement ou des domaines corporels & incorporels.

XIII. Les inspecteurs feront des tournées, dont le nombre & la durée seront déterminés par les administrateurs, pour arrêter le montant des recettes sur chaque registre; formeront les comptereaux dont un double restera au receveur, & l'autre sera remis au directeur avec les pièces de dépense; ils tiendront des journaux de recette & de dépense pour l'ordre de la comptabilité, cotés & paraphés par un juge du Tribunal du district du chef-lieu du département; vérifieront la conduite des receveurs, à l'égard de la comptabilité, & leur exactitude dans toutes leurs fonctions;

& verseront à la caisse du district, à la fin de chaque semaine, les produits des bureaux dont la recette annuelle excédera 100,000 liv., & au moins à la fin de chaque quartier, les produits des bureaux de recette inférieure; feront les visites autorisées chez les notaires, greffiers & huissiers; feront faire les poursuites nécessaires pour le recouvrement des droits exigibles; défendront dans les tribunaux de district sur les instances engagées d'après les ordres du directeur; veilleront à l'instruction des receveurs, rendront compte au directeur de ceux qui seront en débet, les contraindront sur le-champ, par les voies de droit, & provisoirement leur fermeront la main.

XIV. Les directeurs dans l'étendue de chaque département donneront à tous les employés les ordres & instructions que l'intérêt de la régie exigera; veilleront & feront veiller à ce que la perception soit faite en conformité des lois; à ce que les employés soient assidus à leurs fonctions & s'en acquittent; à ce que les notaires, greffiers, huissiers contreviennent aux lois, soient poursuivis & condamnés aux peines par eux encourues; ils feront faire, par les inspecteurs, ou, en cas de maladie ou de vacance d'emplois, par les vérificateurs, les tournées de recouvrement & autres; cloront & arrêteront les compres des inspecteurs; n'alloueront que les dépenses autorisées & appuyées des pièces en bonne forme; décerneront des contraintes & feront toutes poursuites contre les préposés en débet, instruiront & défendront sur les instances qui

feront engagées devant les tribunaux de district, rendront compte aux commissaires-administrateurs des transgressions aux ordres généraux & particuliers de régie; se feront fournir par les receveurs les états du produit de chaque mois, & empêcheront que les fonds restent dans leurs caisses au-delà du temps prescrit; feront fournir & renouveler au besoin les cautionnements, & en constateront la solidité. Ils enverront à l'administration avant le premier Mai de chaque année leur compte général des produits & celui des dépenses d'impression & registres de l'année précédente, auxquels ils joindront toutes les pièces de recette & dépense, à peine de perte, pour chaque mois de retard, d'un dixième sur leurs remises.

XV. 1°. Le garde-magasin recevra des fournisseurs les papiers blancs destinés pour le timbre.

Il examinera ces fournitures, les comparera aux échantillons des marchés, mettra au rebut celles qui n'auront pas les qualités prescrites; ce sera sur son certificat que le fournisseur sera payé du prix de ses livraisons.

Il expédiera aux différens distributeurs les envois de ces papiers timbrés qui lui seront demandés. Il tiendra registre de ces différentes recettes & dépenses en papiers blancs & timbrés.

Les timbres seront déposés dans le magasin du timbre, dans un coffre à trois clefs, dont une aux mains du directeur, une aux mains du receveur du timbre, l'autre aux mains du garde magasin; le garde-

magasin prendra les timbres pour le service du timbre, qui ne pourra être fait qu'en sa présence, & les remettra après chaque vacation au lieu de leur dépôt.

Il surveillera le travail & l'exactitude des timbreurs.

Tous les papiers à timbrer à l'extraordinaire, seront présentés au receveur du timbre-extraordinaire, qui liquidera d'après le tarif le droit de timbre, & expédiera un *permis de timbrer* portant mention du nom de la partie, de l'espèce des papiers à timbrer & de la quotité des droits recus.

Ce bulletin sera porté au garde-magasin, qui l'enregistrera de même & fera apposer le timbre.

XVI. Les timbreurs apposeront les timbres des différentes espèces, sur les papiers destinés à la débite ordinaire, & sur ceux qui seront présentés par le public au timbre extraordinaire.

Le timbreur sera subordonné au garde-magasin & sous son inspection immédiate.

Chaque tourneur feuille aidera assiduellement le timbreur dans ses fonctions, & sera également sous l'inspection du garde-magasin.

XVII. Les commissaires-administrateurs exerceront une surveillance active sur tous les préposés de la régie; dirigeront leurs mouvemens; nommeront à tous les emplois en se conformant aux règles prescrites, notamment au décret du 8 Mars dernier pour les commis des fermes, régies & administrations supprimées; & dans le cas où quelques-uns des employés déjà nommés sans réunir les qualités ci-dessus, ne l'auroient pas été avant ledit jour 8 Mars, ils seront remplacés de

suite , par des sujets ayant les conditions requises par le Decret du 8 Mars ; pourront cependant tous sur-numéraires commissionnés ayant plus de deux ans de service , concourir aux places auxquelles leur donnoit droit leur surnumérariat : ordonneront les changemens d'employés d'un département à un autre , ou d'un bureau à un autre ; feront descendre à un grade inférieur ceux qui ne se trouveront pas avoir les talens nécessaires pour exercer les emplois à eux confiés ; destitueront les employés qui se seront écartés de leurs devoirs , ou n'auront pas rempli avec fidélité & exactitude leurs obligations ; feront poursuivre les comptables reliquataires par les voies de droit ; ordonneront les paiemens des achats faits pour le compte de la régie ; fourniront par chaque quartier un bordereau des recettes & dépenses ; vérifieront , cloront & arrêteront les comptes de chaque directeur , & rendront chaque année , dans le mois de novembre au plus tard , leur compte général des produits & dépenses de l'année précédente , auquel compte ils joindront toutes les pièces de recette & dépense , à peine de perte , par chaque mois de retard , d'un sixième sur leur remise. Ces comptes & lesdits bordereaux de quartier seront remis au pouvoir exécutif , & des doubles déposés aux archives nationales.

TITRE III.

De l'admission aux emplois & des règles d'avancement.

XVIII. Nul ne pourra parvenir aux emplois de la régie des droits d'enregistrement & autres réunis, sans avoir été surnuméraire, & , pour obtenir une commission de surnuméraire, il faudra avoir au moins dix-huit ans accomplis. Les surnuméraires se ont placés dans les bureaux que leur indiqueront les administrateurs.

XIX. Les bureaux de 600 l. & au-dessous, qui viendront à vaquer, seront donnés aux surnuméraires, pourvu qu'ils aient 21 ans accomplis.

XX. Tous les bureaux au-dessus de 600 l., jusqu'à 1500 l., ne pourront être donnés qu'aux receveurs des bureaux inférieurs.

XXI. Nul ne pourra être nommé vérificateur, qu'il n'ait exercé les fonctions de receveur dans les bureaux de l'enregistrement, au moins quatre années, dont une dans un bureau de chef-lieu de District.

XXII. Les bureaux de 1500 l. & au-dessus ne pourront être donnés qu'à des receveurs de la classe immédiatement précédente, à des vérificateurs, à des inspecteurs ou aux premiers commis de la correspondance.

XXIII. Nul ne pourra être nommé inspecteur qu'il n'ait été vérificateur au moins trois ans.

XXIV. Les directions, à une part seulement, ne pourront être données qu'aux inspecteurs ou aux sous-directeurs de la correspondance, ayant au moins cinq années d'exercice en ces qualités.

XXV. Les autres directions ne pourront être données qu'aux directeurs de la classe précédente, ou aux directeurs de la correspondance, ayant aussi au moins quatre ans d'exercice dans ces qualités.

XXVI. Les places d'expéditionnaires, qui viendront à vaquer dans les bureaux de correspondance, seront données aux surnuméraires.

XXVII. Celles des commis principaux seront données aux expéditionnaires, ou à des receveurs des bureaux de la classe de 600 liv. & au-dessus.

XXVIII. Celles de vérificateurs des comptes seront données ou à des vérificateurs ou à des receveurs des bureaux, au dessus de 1500 liv.

XXIX. Celles de premiers commis seront données à des vérificateurs ou inspecteurs.

XXX. Celles de sous-directeurs, à des premiers commis, ou à des inspecteurs, ayant au moins trois ans d'exercice en ces qualités; & celles de directeurs aux sous-directeurs, ou à des directeurs de directions de département.

XXXI. Les régisseurs seront choisis & nommés par le Roi, entre tous les directeurs actuels de département ou de correspondance, ayant au moins cinq années d'exercice en ces qualités.

XXXII. Les directeurs seront choisis & nommés par le Roi, sur la proposition du ministre des contributions publiques, entre trois sujets qui lui seront présentés par les régisseurs, & qui réuniront les conditions prescrites.

Tous les autres préposés seront nommés par la régie.

XXXIII. Les places de receveurs & garde-magasin du timbre ne pourront être données qu'à d'anciens receveurs de bureaux de 600 l. & au dedus, ou à des vérificateurs.

Pourront également y être nommés les premiers commis de direction, après dix ans d'exercice dans cette qualité.

XXXIV. Celles des timbreurs & tourne-feuilles & compteurs seront données de préférence à d'anciens gardes des fermes ou régies, ou à des invalides de l'armée.

XXXV. Les directeurs rendront compte, chaque trimestre, de l'assiduité & des talens & services de chacun des préposés de la régie, en leur sera subordonné; & les régisseurs rendront également compte

au

au ministre, de l'assiduité & des talens & services de chaque directeur : il en sera tenu registre , tant à l'administration que dans le bureau du ministre.

XXXVI. L'ancienneté des services sera un titre de préférence pour les places vacantes, mais seulement pour ceux dont il aura toujours été rendu les comptes les plus avantageux.

XXXVII. Les administrateurs seront tenus de se conformer aux dispositions précédentes; il ne pourra, dans aucun cas, être disposé des places, à titre de survivance, adjonction ou autrement.

TITRE IV.

Traitement des employés.

XXXVIII. Les traitemens de tous les employés de la régie seront fixés comme il suit :

A chacun des receveurs particuliers une remise sur le montant de sa recette; savoir, dans les bureaux dont la recette annuelle s'élève à 400,000 l. & au-dessus de un & demi pour cent.

Un & trois quarts pour cent dans les bureaux dont la recette est de 300 à 400,000 l.

Deux pour cent dans les bureaux dont la recette est de 200 à 300,000 l.

Deux & un quart pour cent dans les bureaux dont la recette est de 150 à 200,000 l.

Deux & demi pour cent où elle est de 100 à 150,000 l.

Deux & trois quarts pour cent où elle est de 75 à 100,000 l.

Trois pour cent dans ceux où elle est de 50 à 75,000 l.

Trois & un quart pour cent dans ceux où elle est de 30 à 50,000 l.

Trois & demi pour cent dans ceux où elle est de 20 à 30,000 l.

Quatre pour cent dans ceux où elle est de 10 à 20,000 l.

Cinq pour cent dans ceux au-dessous de 10,000 l.

XXXIX. Pour tous les autres employés, les traitemens seront réglés à une quotité de remise sur la totalité du produit de tous les droits régis ; mais il leur sera payé une somme fixe, sans que cette somme puisse essuyer de diminution, & à la charge seulement de la faire entier dans le compte de remise sur les produits.

XL. La remise, pour les douze administrateurs, sera de deux cinquièmes pour cent, & leur traitement fixe annuel de 12,000 l., payables par quartier, lesquelles 12,000 l. feront partie de leur remise.

XLI. La remise des 83 directeurs est fixée à 1 pour cent, divisé en 96 parts, entre les 83 directeurs.

XLII. La remise des inspecteurs est fixée à $\frac{2}{10}$ d'un pour cent; celle des vérificateurs à un demi pour cent; celle des gardes-magasins, à un cinquième d'un pour cent; celle des receveurs du timbre extraordinaire à un sixième d'un pour cent.

XLIII. Le traitement fixe des directeurs, inspecteurs, gardes-magasins & receveurs du timbre extraordinaire, leur sera payé suivant le tableau annexé au présent, & leur remise dans la même proportion.

XLIV. Le traitement des timbreurs, tourne-feuilles & compteurs, sera payé suivant le même tableau annexé au présent; il sera alloué pour cette dépense un sixième d'un pour cent, & l'excédant du traitement fixe sera distribué en gratifications proportionnées à l'importance des directions & aux bons services des employés.

XLV. La remise des employés dans les bureaux de correspondance à Paris, est fixée à treize vingt-quatrièmes d'un pour cent; leur traitement fixe sera payé suivant le tableau annexé au présent, & leur remise dans la même proportion.

XLVI. Pour tous frais de registres, d'impression, de ports de lettres & de ballots de formule, de garçons de bureaux, fournitures de lumières, bois de chauffage & autres menues dépenses des administrateurs & de leurs bureaux à Paris, & l'entretien de l'hôtel, il sera alloué onze vingt-quatrièmes d'un pour cent; l'excédant de dépense, s'il y en a, sera pris sur la remise totale des administrateurs & de leurs bureaux; & le béné-

fec de la diminution de dépense sera ajouté à leur remise.

XLVII. Les remises & traitemens mentionnés aux articles précédens , commenceront à courir du premier Février dernier pour les employés existans.

A l'égard des employés qui auront été ou seront mis en place postérieurement à ladite époque , leurs appointemens ne commenceront à courir que du jour de leur installation dans leurs emplois , & cesseront le jour qu'ils ne seront plus en place.

Le traitement des administrateurs commencera à courir du jour de leur nomination.

XLVIII. Si des fournitures extraordinaires , ou d'autres événemens imprévus , nécessitoient une augmentation dans la dépense ci-dessus fixée , le pouvoir exécutif pourra provisoirement l'autoriser , sur la demande des administrateurs , jusqu'à la concurrence de la somme de 100,000 l. ; & sur cette autorisation , les commissaires de la trésorerie pourvoient à son acquittement.

TITRE V.

Dispositions de discipline générale.

XLIX. Les produits de la régie ne seront comptés pour la fixation des remises générales , qu'après déduction du prix marchand des papiers de la formule , ainsi que des remises retenues par les receveurs particuliers ,

ports de lettres, dépenses d'impression & autres frais de régie.

L. Il ne pourra être accordé par les préposés à l'administration & autres agens du pouvoir exécutif, aucune remise ni modération de droits & amendes, à peine d'en compter personnellement.

LI. Ne pourront pareillement aucuns corps administratifs, ni tribunaux, accorder des remises ou modérations des droits ou perceptions indirectes & amendes, à peine de nullité des jugemens, & seront tenus les commissaires du roi, dans les cas de contravention, d'en instruire le ministre de la justice & celui des contributions publiques.

LII. Les administrateurs, directeurs & autres employés qui participeront à une remise sur la totalité des produits, ne pourront retenir aucune somme entre leurs mains pour raison des remises qui pourront leur revenir, sauf à recevoir leur remise, d'après les comptes & recettes de chaque année; & lorsque les états de répartition seront expédiés, ce qui se fera par la fixation générale, après l'arrêté des comptes de tous les directeurs: il pourra néanmoins être payé un à-compte de la moitié des remises, en sus du traitement fixe, d'après les bordereaux certifiés des recettes & dépenses de tous les directeurs.

LIII. En cas de vacance d'emplois ou d'absence d'employés, leurs remises accroîtront à la masse générale des remises des employés supérieurs qui auront

rempli les fonctions de la place vacante , ou tourneront au profit du surnuméraire qui les aura faites.

IV. Aucun employé ne pourra s'absenter sans un congé par écrit des administrateurs ; & il n'en sera expédié que sous la condition expresse que les employés perdront leurs traitemens & remises, après quinze jours d'absence, au prorata du temps qu'ils n'auront pas fait leur service.

LV. Les remises générales seront payées aux employés qui y ont droit, d'après l'état général de répartition arrêté par le ministre des contributions publiques.

LVI. Les ambulans & vérificateurs qui auront constaté par des procès-verbaux ; 1°. des droits non tirés, hors ligne , par les receveurs particuliers ; 2°. des erreurs de calcul au préjudice de la régie ; 3°. des droits laissés en souffrance ; 4°. enfin des omissions de recette dans les comptereaux arrêtés entre les ambulans & les receveurs particuliers , jouiront de la remise à laquelle eussent eu droit lesdits receveurs, lesquels en seront privés.

LVII. Au moyen des remises accordées ci-dessus aux préposés de l'administration , il ne sera alloué aucune dépense pour loyers de maisons, bureaux, magasins, frais de commis, papier, lumière & autres quelconques, ni aucuns frais de poursuite, signification de contraintes ni autres frais, pour la répétition desquels les préposés n'auront de recours que contre les redevables.

ENTRE TOUS LES DIRECTEURS, INSPECTEURS, VÉRIFICATEURS, GARDES-MAGASINS, ET RECEVEURS

DU TIMBRE EXTRAORDINAIRE,

ET FIXATION DE LEUR TRAITEMENT ET DE LA QUOTITÉ DE LEUR REMISE.

SUIVANT LA NATURE DE LEURS EMPLOIS, SUR UN PRODUIT PRÉSUMÉ DE 60 MILLIONS.

[illegible]

LVIII. Dans le cas de changement d'emploi, destitution ou mort des préposés, qui auront commencé les poursuites, il leur sera tenu compte, ou à leurs héritiers, du montant des frais de poursuites qui auront été avancés sur des articles de droits bons à recouvrer; & le remboursement en sera fait par le successeur à l'emploi, sur le pied de la liquidation qui aura lieu à l'amiable d'après l'inventaire double desdites poursuites; & s'il survient quelques contestations à ce sujet, suivant la taxe qui en sera faite par le premier juge du district.

LIX. L'administration sera obligée de timbrer ses paquets d'un timbre particulier, & les frais de transport des papiers, des ports de lettres & paquets ne seront alloués aux employés que sur l'état qu'ils en tiendront jour par jour, & autant qu'ils justifieront qu'ils leur ont été adressés par l'administration ou par les corps administratifs: à faute de quoi toute demande sur cet objet sera rayée.

LX. Les marchés pour les approvisionnemens de papiers destinés à être timbrés seront passés au rabais, après affiches & publications, & en présence du directoire du département. Il sera déposé au secrétariat du département des échantillons des papiers que l'adjudicataire se sera obligé à fournir de bonne qualité, & un double du traité pour y avoir recours au besoin. Le prix des papiers sera alloué suivant les quittances des fournisseurs, en conformité des marchés & sur les reconnoissances de réception du garde-magasin, véri-

fication faite des quantités & qualités enoncées dans les lettres de voiture.

LXI. Les traités pour fournitures de papiers , registres , sommiers , tables alphabétiques , états , comp-
teteaux & autres impressions nécessaires pour la régie ,
seront faits de la même manière , & le prix alloué au fur
& mesure des livraisons faites par les fournisseurs , en
conformité des marchés.

Et pour connoître en tout temps la consommation
& les restaux en nature deldits registres , sommiers , &c.
les directeurs tiendront un registre en recette de tous
ceux qui leur seront fournis , & en dépense , jour par
jour , de la distribution qui en sera faite , pour en
rendre compte à la fin de chaque année ; au soutien
duquel ils rapporteront les reconnoissances des four-
nitures & envois qu'ils auront faits.

1872

C. C.

1872-1873

The year 1872-1873